Rencontre avec... Guillaume DURIVAUX

Guillaume DURIVAUX
EPSU

Quelle est votre analyse après un an de crise sanitaire ?

Guillaume DURIVAUX : La pandémie a montré à quel point le Service public au sens large et ses travailleurs sont essentiels. Malgré l'ampleur de la crise, la continuité a été assurée, les travailleurs ont fait preuve d'une grande résilience, de savoir-faire, d'engagement. EPSU (European Federation of Public Service Unions/ FSESP - Fédération syndicale européenne des services publics) leur rend hommage.

Les institutions européennes s'ouvrent-elles à la notion de service public ou au contraire la libéralisation et la concurrence à marche forcée continuent-elles à s'imposer ?

G. D. : Nous n'avons pas le sentiment qu'il y ait eu d'évolution en matière de libéralisation. Mais un concept cardinal porté par les organisations syndicales est dorénavant central dans le débat, celui de la transition juste.

EDF, acteur majeur du service public, est menacé de désintégration et fait face à l'attitude intransigeante de la Commission en matière de concurrence, quelle est votre approche ?

G. D.: EPSU a apporté son entier soutien à l'action des syndicats français opposés au projet ; le modèle intégré, la présence de la puissance publique étant pour nous nécessaires à une réponse à la hauteur des enjeux. En complément, nous travaillons au niveau politique pour dénoncer les limites du dogme de la libéralisation et expliquer les spécificités du service public de l'énergie, qui justifient à certains égards un traitement spécifique, notamment en France.

Quelle est la priorité pour réussir le Green Deal ? Quelle importance accorder à la neutralité technologique dans les politiques énergétiques ?

G. D. : Atteindre la neutralité carbone, accompagnée par une transition juste pour les salariés ainsi que souligner le rôle du service public dans cet effort sont nos objectifs prioritaires. EPSU s'emploie à trouver des solutions pour atténuer l'impact des transformations sur les travailleurs et ouvrir des opportunités notamment par un dialogue social au niveau européen. En matière de choix énergétique, une approche neutre technologiquement, n'excluant pas a priori de solutions, est pertinente. La définition du mix énergétique doit rester une compétence nationale.

Quels sont les enjeux pour le syndicalisme européen ?

G. D. : Avant tout celui de la solidarité. La question climatique et les transformations structurelles du secteur énergétique dépassent les frontières. La FSESP fédère huit millions de salariés issus de plus de 260 organisations à travers le continent européen et au-delà (Turquie, Russie, etc.) Ce périmètre assure une vision d'ensemble sur ces sujets. Je suis aussi partisan du travail avec les ONG qui nous a permis de belles avancées sur les sujets de l'évasion fiscale, de l'accès universel à l'eau et du droit à l'énergie

CONCLUSION

Aux côtés de la confédération CFE-CGC qui a investi le champ européen depuis très longtemps, sous l'impulsion d'un ancien Secrétaire général de notre Fédération, Claude Cambus, mais aussi des autres fédérations CFE-CGC de l'industrie, c'est au quotidien que la Fédération fait vivre le syndicalisme européen. Son seul objectif est de défendre au mieux les intérêts de ses adhérents et plus largement des salariés des industries électriques et gazières. Un syndicalisme européen qui, de fait, est le prolongement de l'action de la Fédération et de ses militants dans nos entreprises. Une action de plus en plus forte, qui n'est possible qu'avec le soutien de ses adhérents.